



**Décision N° 2015-9-UM portant nomination des RESPONSABLES DES SERVICES COMMUNS
DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER**

Le Président de l'Université de Montpellier

Vu la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des Universités ;

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

Vu le décret n° 2014-1038 du 11 septembre 2014 portant création de l'Université de Montpellier ;

Vu le procès – verbal du Conseil d'Administration en date du 6 janvier 2015 portant élection de Monsieur Philippe AUGÉ, Professeur des universités, en qualité de Président de l'Université de Montpellier ;

Vu l'arrêté en date du 6 janvier 2015, portant nomination de Monsieur Pascal BEAUREGARD en qualité de Directeur Général des Services par intérim de l'Université de Montpellier ;

Vu les avis des commissions de recrutement ;

Vu la désignation, par les Présidents des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, des futurs responsables des services communs de l'Université de Montpellier en date du 29 octobre 2014.

Décide

Article 1 – Nomination des responsables des services communs de l'Université de Montpellier

Directrice adjointe du Service Commun de Formation Continue : Céline RITTERSZKI

Responsable administratif du Service Commun Universitaire d'Information, d'Orientation, et d'Insertion Professionnelle : Emmanuelle IRABERRI ACCARIES

Responsable administratif du Service Commun de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé : Monique BENEZECH

Directrice du Service Commun de Documentation : Sandrine GROPP

Article 2 – Prise d'effet

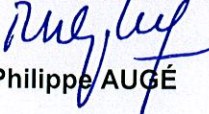
Cette nomination prend effet à compter du 6 janvier 2015.

Article 3 – Exécution

Le Directeur Général des Services par intérim de l'Université de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montpellier le 6 janvier 2015

Le Président de l'Université de Montpellier


Philippe AUGÉ

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former :

Soit un recours administratif qui peut prendre la forme d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou celle du recours hiérarchique devant l'autorité compétente. Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification du présent acte si vous souhaitez pouvoir former un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours gracieux. Celui-ci est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors de deux mois pour former le recours contentieux. Si une décision expresse vous est notifiée dans les quatre mois suivant votre recours gracieux, vous disposez de deux mois à compter de la notification de cette décision expresse, pour former le recours contentieux.

Soit un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de votre établissement d'affectation, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent acte.